

**ACCORD-CADRE DE SERVICES n°25 22**

-----

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) n°25 22**  
**du 04 septembre 2025**

-----

**Objet :**

Réalisation de prestations audiovisuelles en motion design ou en flat design pour le compte de France Éducation international (FEI)

**Codes CPV :**

92111260-2 : production de vidéos d'information

92111100-3 : production de films et de vidéos à usage pédagogique

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| Définitions.....   | 4  |
| 1- GENERALITES.....  | 4  |
| 1.1. Objet du marché.....  | 4  |
| 1.2. Procédure.....  | 4  |
| 1.3. Forme du marché.....  | 4  |
| 1.4. Décomposition de l'accord cadre .....   | 5  |
| 1.5. Montant du marché .....   | 5  |
| 1.6. Durée d'exécution du marché.....  | 5  |
| 1.7. Dispositions générales.....   | 5  |
| 1.8. Représentation du pouvoir adjudicateur.....                                   | 6  |
| 1.9. Représentation des titulaires.....  | 6  |
| 1.10. Sous-traitance des marchés de service.....                                   | 6  |
| 1.11. Respect des clauses contractuelles.....                                      | 6  |
| 1.12. Protection de la main d'œuvre et clause sociale :.....                       | 6  |
| 1.13. Responsabilité sociétale et environnementale.....                            | 7  |
| 1.14. Assurances.....  | 7  |
| 1.15. Pièces contractuelles.....   | 7  |
| 1.16. Pièces à remettre aux titulaires - Cession ou nantissement des créances..... | 7  |
| 2. MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE.....                               | 8  |
| 2.1 Consultation des titulaires.....   | 8  |
| 2.2 Conditions de passation des bons de commande.....                              | 8  |
| 2.3 Délais d'exécution.....  | 8  |
| 3. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....                                     | 8  |
| 4. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....                                | 9  |
| 4.1- Opérations de vérification.....   | 9  |
| 4.2- Admission, ajournement, réfaction et rejet.....                               | 9  |
| 5 - PENALITES APPLICABLES A L'ACCORD-CADRE.....                                    | 9  |
| 5.1 – Pénalités.....   | 9  |
| 5.2 – Exécution des prestations aux frais et risques des titulaires.....           | 9  |
| 6 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....   | 9  |
| 6.1 – Obligations générales des parties .....                                      | 9  |
| 6.2 - Obligations du titulaire.....  | 10 |
| 6.3 – Obligations de FEI.....  | 11 |
| 6.4 – Obligation de confidentialité et de<br>discrétion.....                       | 10 |
| 6.5 – Protection des données à caractère personnel<br>.....                        | 11 |
| 7 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....  | 11 |
| 7.1 - Principe.....  | 11 |
| 7.2 - Droits du titulaire.....   | 11 |
| 7.3 - Garantie des droits.....   | 12 |
| 8 – PRIX DU MARCHE.....  | 12 |
| 8.1 - Mois d'établissement des prix.....   | 12 |
| 8.2 – Composition des prix.....  | 12 |
| 8.3 – Forme des prix.....  | 13 |
| 8.4 - Révision des prix.....   | 13 |
| 9 – DEMANDES DE PAIEMENT ET REGLEMENT.....   | 14 |
| 9.1 – Mentions à faire figurer sur les bons de commande.....                       | 14 |
| 9.2 – Mentions à faire figurer sur les factures.....                               | 14 |
| 9.3 - Dispositions applicables en cas de titulaires étrangers.....                 | 14 |
| 9.4 – Avance versée aux titulaires.....  | 14 |
| 9.5 – Périodicité des factures.....  | 14 |
| 9.6 – Règlement.....   | 14 |
| 10 – CLAUSES DE REEXAMEN.....  | 15 |
| 11 – RESILIATION.....  | 15 |
| 12 – DIFFERENDS ET LITIGES.....  | 15 |
| 12.1. Règlement amiable.....   | 15 |
| 12.2. Procédure contentieuse.....  | 16 |

|  |    |
|--|----|
| 13 – MODIFICATIONS RELATIVES AUX TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE..... | 16 |
| 13.1 – Généralités.....  | 16 |
| 13.2 – Modifications mineures.....                                 | 16 |
| 13.3 – Modifications majeures.....                                 | 16 |
| 14 - MODIFICATION DU MARCHE.....                                   | 16 |
| 15 – PRESTATIONS SIMILAIRES.....                                   | 16 |
| 16 – OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES DES TITULAIRES.....          | 16 |
| 17 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....                                  | 17 |

## PREAMBULE

### Définitions

Au sens du présent document :

- le « **pouvoir adjudicateur** » est la personne publique morale qui conclut le marché avec le titulaire ;

Le présent marché est conclu au nom de :

France Éducation international (FEI)

1, avenue Léon-Journault

92318 Sèvres cedex

Etablissement public national à caractère administratif créé par le décret n°87-325 du 12 mai 1987, régi par les articles D. 314-51 et suivants du code de l'Éducation, placé sous la tutelle du ministre en charge de l'Éducation nationale.

Ci-après FEI ou « l'établissement » ou « la personne publique » ou le pouvoir adjudicateur

- le « **titulaire** » ou « **prestataire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » ou « prestataire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;

- la « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de la notification ;

- les « **prestations** » désignent les services selon l'objet du marché ;

- l'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserve, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut attestation de service fait.

- les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

- l'« **ajournement** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui a émis des réserves, mais qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections à opérer par le titulaire ;

- la « **réfaction** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état ;

- le « **rejet** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

## 1- GENERALITES

### 1.1. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations audiovisuelles en motion design ou en flat design pour le compte de France Éducation international (FEI)

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP n°25 22.

### 1.2. Procédure

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article R. 2124-2 du Code de la commande publique.

### 1.3. Forme du marché

CCAP marché n°25 22

Le marché prend la forme d'un accord-cadre multi-attributaires. Il est attribué à deux opérateurs maximum, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

En application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-7 à R. 2162-9, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, il est exécuté par l'émission de bons de commande successifs passés sur la base du bordereau des prix unitaires au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande sont adressés au titulaire classé en première position. En cas de défaillance du titulaire classé premier, le titulaire classé second pourra être sollicité.

Chaque bon de commande précise les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité.

Des bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date limite de validité de l'accord-cadre même si leur durée d'exécution se prolonge au-delà de cette date limite de validité.

Les titulaires ne pourront prétendre à aucune indemnité dans l'hypothèse où des bons de commandes ne leur seraient pas passés.

En cas d'offre régulière unique, le marché est exécuté sous la forme d'un marché mono-attributaire.

#### **1.4. Décomposition de l'accord cadre**

Le marché n'est pas alloti

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

#### **1.5. Montant du marché**

En application de l'article R.2162-4-2° du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum (en euros HT) et avec un montant maximum de 350 000 € (hors taxes).

#### **1.6. Durée d'exécution du marché**

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'un (1) an à compter de la date de sa notification aux titulaires ; il est reconductible trois (3) fois pour une durée d'un (1) an pour chaque reconduction.

La reconduction est tacite. Les titulaires ne peuvent pas s'y opposer.

Si le pouvoir adjudicateur (FEI) ne désire pas reconduire le marché, il en informe les titulaires par tout moyen permettant une traçabilité au moins deux (2) mois avant la date de fin de la période en cours.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les titulaires sont tenus de respecter leur engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

#### **1.7. Dispositions générales**

D'une manière générale, les modalités d'exécution des prestations dues au titre du présent accord-cadre sont définies entre FEI et les titulaires.

Les titulaires reconnaissent avoir pris connaissance de l'ensemble des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution du présent marché.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Si le résultat n'est pas atteint, ils s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation, à leurs frais et sans augmentation des montants initiaux annexés à l'acte d'engagement, d'une prestation conforme.

Les titulaires sont pleinement et personnellement responsables de la bonne exécution du présent accord-cadre. Les personnels affectés par les titulaires à l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, demeurent en toute circonstance, placés sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive des titulaires.

##### **1.7.1 Forme des notifications et informations relatives au marché :**

La notification aux titulaires des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur (FEI) qui font courir un délai est faite : soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.

La notification à FEI des décisions ou informations des titulaires, liées au présent accord-cadre, est faite : soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.

Les documents dématérialisés échangés n'ont pas à être signés, à l'exception des factures.

### **1.7.2 Modalités de computation des délais :**

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours ouvrés et expire à minuit le dernier jour du délai. Un délai fixé en jours ouvrés n'inclut pas les samedis, dimanches et jours fériés.

### **1.8. Représentation du pouvoir adjudicateur**

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès des titulaires, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom aux titulaires dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur.

### **1.9. Représentation des titulaires**

Dès la notification du marché, les titulaires désignent une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à les représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre des titulaires. Ils sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant les titulaires.

Ces derniers sont tenus d'informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### **1.10. Sous-traitance des marchés de service**

La sous-traitance suit les principes énoncés aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la commande publique.

Les titulaires qui veulent sous-traiter une partie des prestations du marché doivent déclarer chaque sous-traitant. L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur (FEI).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du(es) titulaire(s) concerné(s).

Les titulaires du marché restent responsables de la bonne exécution des services du(des) sous-traitant(s) devant FEI.

### **1.11. Respect des clauses contractuelles**

Les stipulations des documents contractuels du présent marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par les candidats lors de leur réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, les titulaires ne peuvent faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès de FEI.

### **1.12. Protection de la main d'œuvre et clause sociale :**

Les titulaires remettent :

- Une attestation sur l'honneur indiquant leur intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant qu'ils sont à jour de leurs obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent aux titulaires sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Ils sont également tenus au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Ils doivent être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

### **1.13. Responsabilité sociétale et environnementale**

FEI attache une grande importance au respect des dispositions en faveur du développement durable, dans ses aspects tant sociaux qu'environnementaux (Cf. Annexe n°2 du CCTP n° 25 22).

Les titulaires font leurs meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations, notamment à travers le choix de leur solution de stockage de données numériques.

D'une manière générale, les titulaires veillent à ce que les prestations qu'ils effectuent respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Ils doivent être en mesure de justifier du respect de ces règles, en cours d'exécution du marché et pendant les périodes de garantie des équipements, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, peuvent donner lieu à la passation d'un avenant.

### **1.14. Assurances**

Il est fait application de l'article 9 du CCAG – FCS.

### **1.15. Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre décroissant ci-après :

- L'acte d'engagement n°25 22 et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- L'annexe financière (BPU) à l'acte d'engagement n°25 22 ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°25 22 et ses annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) **n°25 22 et ses annexes n°1 et n°2** ;
- Le cahier des clauses administratives générales des fournitures courantes et services (CCAG-FCS) annexe de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services ;
- Les offres techniques des titulaires ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Les bons de commande émis au titre de l'exécution de l'accord-cadre ;
- Les décisions ou informations notifiées par FEI aux titulaires et faisant courir un délai ;
- Les ordres de service éventuels.

En cas de contradiction entre les différents documents, le document de niveau supérieur prévaudra pour l'obligation en cause.

### **1.16. Pièces à remettre aux titulaires - Cession ou nantissement des créances**

La notification de l'accord-cadre comprend une copie délivrée, sans frais, par le pouvoir adjudicateur aux titulaires, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG et, plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le pouvoir adjudicateur remet également aux titulaires, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

## **2. MODALITES DE COMMANDE**

### **2.1 Modalités d'attribution des bons de commandes**

En application de l'article 1.3 du présent document et, sous réserve d'un nombre suffisants d'opérateurs économiques, le marché est attribué à un maximum de deux opérateurs économiques.

Dans ce cadre, le titulaire classé premier, titulaire de rang 1, sera consulté à la survenance d'un besoin et le bon de commande adressé.

En cas de défaillance du titulaire de rang 1, le titulaire de rang 2, pourra être sollicité. La défaillance s'entend comme une absence de disponibilité du titulaire pour la prestation et une absence de réponse de la part du titulaire dans les 72h à compter de la sollicitation (demande de devis et/ou envoi du bon de commande).

### **2.2 Conditions de passation des bons de commande**

L'établissement du bon de commande est précédé d'une demande (par courriel) de devis préalable de la part du service prescripteur concerné à FEI.

Le service prescripteur adresse sa demande au titulaire désigné comme attributaire du bon de commande, en application de l'article 2.1 ci-dessus.

Chaque bon de commande est établi sur la base du devis ; les mentions suivantes y figurent :

- La référence de l'accord-cadre et du bon de commande
- L'identification du service prescripteur de la commande à FEI
- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande en euros HT/TTC
- La signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité
- L'adresse de facturation.

- S'il y a lieu :

- Les prix unitaires des prestations à réaliser
- Les conditions particulières d'exécution
- Les délais ou date d'exécution

Chaque bon de commande est notifié au titulaire désigné par voie électronique.

### **2.3 Délais d'exécution**

#### **Cf. article 7 du CCTP n°25 22.**

Les délais d'exécution ont un caractère impératif, chaque jour de retard entraînant le paiement par le titulaire concerné d'intérêts de retard, conformément à l'article 5 du présent CCAP.

Sauf circonstances exceptionnelles, aucune prolongation des délais d'exécution n'est admise par FEI.

## **3. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations réalisées devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre.

Les titulaires devront apporter, dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre, tous leurs savoir-faire et leurs compétences pour la réalisation des prestations. Ils apporteront toute la logistique et le matériel nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Les prestataires devront exécuter les prestations de manière professionnelle et conforme aux règles de l'art.

Les titulaires affecteront les personnels adéquats pour effectuer les différentes missions nécessaires à la bonne réalisation des prestations. Les titulaires devront communiquer, sur demande de FEI, les noms et qualifications professionnelles des personnes qui seront chargées de l'exécution des prestations.

Les titulaires pourront procéder au remplacement d'un ou de plusieurs membre(s) du personnel en cas de défaillance dudit (desdits) membre(s) à la condition que :

- (i) les qualifications de la (ou des) personne(s) proposée(s) pour le remplacement soient équivalentes ou supérieures à celles de la (ou des) personne(s) à remplacer,
- (ii) que ce remplacement n'entraîne aucun retard pour FEI au regard du calendrier d'exécution des prestations, - et (iii) d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit de FEI sur la ou les personne(s) proposée(s).



Le remplacement devra alors se faire immédiatement. Les titulaires supporteront la charge de tous les frais y étant associés.

Les personnels interviendront sous l'encadrement, la responsabilité juridique, hiérarchique et disciplinaire des titulaires.

#### **4. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

##### **4.1- Opérations de vérification**

Les prestations sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre.:

Les services prescripteurs à FEI sont en contact direct avec les titulaires.

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché et à la commande passée. FEI dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour valider ou demander des corrections. Il est entendu à ce sujet, qu'en vertu de leur responsabilité générale, les titulaires font leur affaire personnelle de toutes les réclamations présentées par FEI qui seraient motivées, du fait d'une erreur sur la nature ou la quantité des prestations à assurer dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre.

En cas de non-conformité, les titulaires procèdent, à nouveau, à l'exécution de la prestation demandée par FEI sans frais supplémentaires.

La non-livraison équivaut à une absence de prestation et entraîne la non-facturation de cette prestation, quelle qu'en soit l'origine.

##### **4.2- Admission, ajournement, réfaction et rejet**

CF. Chapitre 5 du CCAG-FCS.

#### **5 - PENALITES APPLICABLES A L'ACCORD-CADRE**

##### **5.1 - Pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des conditions d'exécution des prestations fixées dans l'accord-cadre des pénalités peuvent être appliquées.

Les différentes pénalités s'appliquent dès le premier euro, sont cumulables entre elles et ne font l'objet d'aucun plafonnement.

Ces pénalités s'appliquent dans les hypothèses énoncées ci-après :

- Pénalités pour retard de livraison :

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison des prestations n'est pas respecté, les titulaires encourent, sans mise en demeure préalable par FEI, une pénalité correspondant à 0.5% du montant des prestations non effectuées, par jour de retard.

- Pénalités pour défaut de conformité ou de qualité :

Lorsque les prestations ne sont pas effectuées conformément aux prescriptions techniques de l'accord-cadre et que FEI décide, néanmoins, de réceptionner les prestations, les titulaires encourent, sans mise en demeure préalable par FEI, une pénalité de 15% du montant des prestations.

##### **5.2- Exécution des prestations aux frais et risques des titulaires**

Le pouvoir adjudicateur (FEI) peut faire procéder par un tiers, aux frais et risques des titulaires, à l'exécution des prestations prévues dans l'accord-cadre soit en cas d'inexécution par ces derniers d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute des titulaires.

#### **6 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

##### **6.1 - Obligations générales des parties**

Chaque partie :

- désigne un interlocuteur apte à la représenter ayant le pouvoir de prendre ou de faire prendre les décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- exécute de bonne foi les obligations mises à sa charge par le marché,
- assure la disponibilité, la coopération et la compétence de son personnel affecté au marché,
- fournit à l'autre partie les informations dont elle a connaissance pouvant avoir un impact sur la bonne exécution des prestations, telle que toute modification d'activité, de structure ou d'organisation susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations et à répondre de manière diligente à toute question posée par l'autre partie,
- fournit à l'autre partie, en temps voulu, tous les éléments nécessaires pour que celle-ci puisse accomplir sa mission dans le respect des échéances.

## **6.2 - Obligations du titulaire**

Le prestataire est un professionnel de la création visuelle (motion designer, infographiste, monteur) Il doit impérativement disposer des logiciels de création graphique et d'animation audiovisuelle pour lui permettre de répondre aux exigences du marché et transmettre les fichiers dans le format demandé par FEI.

Le titulaire :

- réalise les prestations, objet du présent marché, conformément aux documents contractuels,
- est tenu à une obligation de résultats pour toute prestation assortie d'un délai (de livraison, de réalisation, de correction, etc.) et / ou de la production d'un livrable,
- fournit les livrables avec la compétence en vigueur dans la profession et conformément aux dispositions du marché et aux règles de l'art applicables dans son domaine de compétence,
- s'engage à restituer tous les éléments matériels et documentaires mis à sa disposition pour la réalisation des prestations,
- doit alerter FEI sur tout événement dont il a directement ou indirectement connaissance pouvant affecter les prestations ou les engagements des Parties, y compris si cet événement est imputable à FEI,
- fournit toutes les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché,
- est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation de FEI dans le domaine faisant l'objet du marché. À ce titre, le titulaire doit fournir spontanément à FEI l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires.

## **6.3 - Obligations de FEI**

Dès la notification du marché et pour permettre au titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, FEI s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- avertir le titulaire, dans les meilleurs délais, des changements des personnels pouvant affecter les prestations à réaliser.

## **6.4 - Obligation de confidentialité et de discrétion**

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, les titulaires sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que les informations, documents ou éléments de toute nature dont ils ont connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, bien que n'étant pas signalés comme présentant un caractère confidentiel, ne soient divulgués, communiqués ou transmis à tout tiers, personne physique ou morale, qui n'a pas à en connaître, sauf avec accord préalable et exprès de FEI. Cela inclut les éléments relatifs aux moyens à mettre en œuvre pour l'exécution de l'accord-cadre et au fonctionnement des services de FEI.

Les documents remis aux titulaires par FEI demeurent propriété exclusive de ce dernier et devront lui être restitués après l'exécution des prestations. Le stockage des données ne pourra être réalisé sur des sites de stockage de données non sécurisés.

En cas de violation par les titulaires, ou leurs agents ou un de leurs sous-traitants, des obligations mentionnées au présent paragraphe, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement

encourues, ces derniers s'exposent à des pénalités proportionnelles au coût des dommages subis par FEI et à l'application de mesures de résiliation du marché à leurs torts exclusifs.

En plus des obligations de confidentialité, les titulaires s'engagent sur demande expresse de FEI, à autoriser l'accès à leur atelier (et ceux de leurs sous-traitants éventuels) pour les contrôles qu'il jugera nécessaires.

## **6.5 – Protection des données à caractère personnel**

Certaines données transmises par FEI aux titulaires en application du présent accord-cadre peuvent constituer des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront leurs effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par les titulaires doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

L'encadrement de la relation entre FEI et les titulaires du présent accord-cadre, en termes de données personnelles, devra faire l'objet de clauses contractuelles dédiées (selon le modèle défini par la CNIL ou selon la proposition faite par les titulaires).

## **7 – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS (hors dérogations énoncées ci-dessous).

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, FEI souhaite que les livrables du marché lui permettent de pouvoir librement et de façon autonome :

- Les utiliser sans restriction
- Les modifier sans restriction

Le titulaire du marché concède à titre exclusif l'intégralité des droits au pouvoir adjudicateur, pour toutes exploitations directes ou indirectes, quel qu'en soit le mode et ce, à quelque titre que ce soit et sous toutes formes.

Il devra remettre systématiquement les fichiers natifs via des plateformes de téléchargement, ou supports numériques.

### **7.1 - Principe**

Le titulaire cède à titre exclusif au pouvoir adjudicateur, conformément à l'article L131-3 du code de la propriété intellectuelle, l'intégralité des droits d'auteurs sur l'ensemble des créations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre et prévues au CCP, pour la durée légale des droits d'auteur, telle que cette durée est fixée par la législation française et européenne.

La cession des droits d'auteur patrimoniaux sur le résultat des prestations exécutées dans le cadre de sa prestation s'exerce au fur et à mesure de leur création. Par conséquent, cela vaut pour les documents préparatoires et définitifs, pour tout usage, externe ou interne, à titre gratuit ou onéreux.

Cette option s'applique au monde entier pour une période de 10 ans.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

### **7.2 - Droits du titulaire**

Les méthodes et supports utilisés par le titulaire à l'occasion de l'exécution de la prestation restent sa propriété.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG FCS, le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable de FEI et ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation de FEI.

Néanmoins, FEI accorde au titulaire le droit de citer son nom dans le cadre de références pour présenter son savoir-faire.

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché, et notamment :

Le droit de reproduction qui comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution qui comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

### **7.3 - Garantie des droits**

Le titulaire garantit FEI contre toutes les revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle des documents qu'il lui remet et des méthodes et savoir-faire qu'il met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées. Tout résultat obtenu par le titulaire en exécution du présent marché appartient à FEI qui peut en disposer librement.

Si FEI est victime d'un trouble de jouissance, le titulaire prendra immédiatement les mesures propres à faire cesser ce trouble, telles que :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige de manière à ce qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation,
- soit faire en sorte que FEI puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement.

Si FEI fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle portant sur l'un des éléments des prestations, il s'engage pour sa part à :

- aviser le titulaire dans un délai de quinze jours à compter de l'assignation reçue,
- l'appeler en cause en qualité de garant et accepter qu'il soulève les moyens utiles à sa défense,
- accepter qu'il négocie, s'il le juge opportun, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de FEI.

Les parties s'engagent à informer leur personnel qu'il est tenu de respecter les droits de propriété intellectuelle attachés aux divers documents qui lui sont remis à l'occasion de la réalisation du présent marché.

## **8 – PRIX DU MARCHÉ**

### **8.1 - Mois d'établissement des prix**

Les prix fixés dans le présent accord-cadre sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de remise des offres (date limite de remise des offres). Ce mois est appelé " Mois Zéro " (M<sub>0</sub>).

### **8.2 – Composition des prix**

Les prix sont établis hors taxe ou nets de taxe.

Ils sont réputés inclure :

- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement l'exécution des prestations ; tous les frais pouvant être engagés ou supportés par les titulaires dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution des prestations (ou de leur facturation).

L'euro est la monnaie de compte du présent accord-cadre.

### 8.3 – Forme des prix

Conformément aux offres de prix remises par les titulaires - Cf. annexe financière à l'acte d'engagement du marché n°25 22 - acceptées par le pouvoir adjudicateur (FEI), le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires.

Tous les prix sont affichés et pris en compte arrondis à deux chiffres après la virgule. Les arrondis sont effectués de manière standard.

### 8.4 - Révision des prix

- Indice (I) de référence : A38 JA
- Cet indice est défini par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) comme suit :

« Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (B to B) – A38 JA – Edition, audiovisuel et diffusion – Prix de base – Base 2021 – données trimestrielles brutes – Identifiant 010766353 ».

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'index de remplacement ;
- Si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Ce nouvel indice est validé après échange de courriels y consentant entre FEI et les titulaires.

- Modalités de révision des prix :

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution des prestations.

Une révision de prix ne peut s'appliquer qu'au terme de la première année d'exécution du présent accord-cadre, à sa date d'anniversaire. Le terme de la première année d'exécution du marché est fixé par rapport à sa date de notification aux titulaires.

Les titulaires peuvent, au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire d'exécution de l'accord-cadre, proposer à FEI (par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel) une évolution des conditions tarifaires (par comparaison à celles proposées lors de la consultation ou de la dernière révision tarifaire acceptée).

Les demandes de révision, éventuelles, formulées par les titulaires, sont examinées par FEI par l'application aux prix du marché d'un coefficient (C) de révision, donné par la formule suivante :

- $C = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_o)$

Dans laquelle :

**C** = coefficient de révision

**I<sub>n</sub>** = valeur de l'indice de référence (I), connu au mois de la révision (mois en correspondance avec la date d'anniversaire du marché)

**I<sub>o</sub>** = valeur de l'indice de référence (I), connu au Mois Zéro (M<sub>0</sub>).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

**P<sub>o</sub>** = prix de base aux conditions économiques du Mois Zéro - M<sub>0</sub> (défini comme étant celui du mois de remise de l'offre)

Le prix révisé (**P**) = **P<sub>o</sub> x C**

Le pouvoir adjudicateur (FEI) dispose d'un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de réception de la demande de révision des titulaires pour y donner suite (acceptation ou refus).

En cas d'acceptation par FEI, notifiée aux titulaires, les prix ainsi révisés donnent lieu à l'établissement d'une(de) nouvelle(s) annexe(s) à l'acte d'engagement, qui se substitue(nt) automatiquement à la(aux) précédente(s), sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

#### 8.4.1. – Clause butoir

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur (FEI) ou de son représentant, l'évolution des conditions de rémunération des titulaires du présent accord-cadre ne saurait, en aucun cas, conduire à une

augmentation annuelle supérieure à 3% des conditions tarifaires proposées lors de la consultation ou de la dernière révision tarifaire acceptée.

#### 8.4.2. – Clause de sauvegarde

En cas de dépassement des 3 % ci-dessus, FEI se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

### **9 – DEMANDES DE PAIEMENT ET REGLEMENT**

#### **9.1 – Mentions à faire figurer sur les bons de commande**

Cf. article 2.2 ci-dessus.

#### **9.2 – Mentions à faire figurer sur les factures**

Outres les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- La date ;
- La référence de l'accord-cadre : n°25 22 ;
- la référence du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- le numéro SIRET ;
  
- le détail des services exécutés (libellés, quantités, prix, dates de livraison/d'envoi)
- le montant total HT (hors taxes) ;
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC (toutes taxes comprises).

#### **9.3 - Dispositions applicables en cas de titulaires étrangers**

Si les titulaires sont établis dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, ils facturent leurs prestations hors TVA, conformément à la réglementation en vigueur concernant la TVA intra-communautaire.

La monnaie de compte du présent marché est l'euro.

#### **9.4 – Avance versée aux titulaires :**

Une avance est versée aux titulaires, sauf si ces derniers y ont renoncé dans l'acte d'engagement du présent accord-cadre.

Les règles relatives aux avances sont fixées par les articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

#### **9.5 – Périodicité des factures**

Les factures sont émises par les titulaires du présent accord-cadre au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Les prestations sont réglées aux titulaires, après réalisation (service fait) et admission par le pouvoir adjudicateur (FEI).

#### **9.6 – Règlement**

##### **9.6.1. Mode de règlement**

Le paiement est effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours, à compter de la date de réception de la facture à FEI (article R.2192-12 du Code de la commande publique).

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait des titulaires, signifiée par FEI par courrier recommandé avec avis de réception postal ou par courriel.

➤ **Concernant la facturation électronique :**

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la transmission des factures s'effectuera par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, les titulaires sont invités à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le(s) titulaire(s) peut(vent) s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> rubrique « nous contacter »

Le paiement des prestations ne peut s'effectuer qu'après vérification par FEI de la conformité entre la facture émise par les titulaires et les prestations réellement réalisées. A ce titre, FEI certifie « le service fait » sur la facture.

Toute facture non conforme à ces prescriptions sera immédiatement retournée, pour redressement des anomalies relevées, aux titulaires qui ne pourront formuler aucune réclamation contre le retard apporté dans le règlement de la facture du fait de ce renvoi.

Les factures tiennent compte éventuellement de la prise en compte de réfections ou/et de l'application de pénalités.

#### 9.6.2. Intérêt moratoire

Cf. articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

### **10 – CLAUSES DE REEXAMEN**

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix des prestations objet du présent marché devaient intervenir, les parties pourront convenir d'un réexamen par voie la modification des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du présent marché. L'application de la présente clause de réexamen peut notamment conduire à l'ajout d'unités d'œuvre au bordereau des prix unitaires.

La modification issue de cette clause de réexamen ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou les caractéristiques substantielles des prestations.

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans l'annexe financière à l'acte d'engagement s'avéreraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur.

Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix correspondants seront créés par bon de commande et pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

L'annexe financière sera éventuellement modifiée en conséquence.

### **11 – RESILIATION**

Les conditions de résiliation du présent accord-cadre appliquent sans dérogation le chapitre 7 du CCAG-FCS.

### **12 – DIFFERENDS ET LITIGES**

#### **12.1. Règlement amiable**

FEI et les titulaires s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre, ainsi que les éventuels différends et litiges nés de l'exécution des prestations.

En cas de différend, FEI et les titulaires peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

Tous les documents, factures, livrables, modes d'emplois, documentations, correspondances relatifs au présent accord-cadre sont rédigés en langue française (article 2 de la loi 94-665 du 04/08/1994).

## **12.2. Procédure contentieuse**

Le droit français est seul applicable.

En cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution ou la résiliation du présent accord-cadre, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

## **13 – MODIFICATIONS RELATIVES AUX TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE**

### **13.1 - Généralités**

Toute modification affectant les titulaires de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance de FEI.

Les titulaires fournissent, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc...).

### **13.2 – Modifications mineures**

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- La modification de la dénomination sociale des titulaires ;
- La modification de l'adresse que les titulaires ont renseigné dans l'acte d'engagement ;
- La modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance de FEI. Elles peuvent entraîner la renumérotation de l'accord-cadre par FEI et la transmission de ce nouveau numéro aux titulaires concernés.

### **13.3 – Modifications majeures**

Les titulaires doivent, d'une façon générale, informer FEI de toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Les titulaires doivent informer FEI, à l'adresse mentionnée en tête du présent document, de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre conclu par FEI, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par FEI de la cession de l'accord-cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

## **14 - MODIFICATION DU MARCHÉ**

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié conformément aux articles L. 2194-1 et 2 et aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique sans nouvelle procédure de mise en concurrence.

## **15 – PRESTATIONS SIMILAIRES**

Le pouvoir adjudicateur (FEI) se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés de prestations similaires sans publicité, ni mise en concurrence préalable, avec les titulaires dans les conditions prévues à l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

## **16 – OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES DES TITULAIRES**



Les titulaires sont dans l'obligation de fournir au service achats de FEI tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du présent accord-cadre, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, prouvant qu'ils ont satisfait à leurs obligations fiscales.

## **17 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

En application de l'article R. 2112-3 du Code de la commande publique et par dérogation à l'article 1 du CCAG-FCS, les articles et dispositions dudit CCAG auxquels déroge le présent CCAP sont uniquement mentionnées dans les articles concernés.